

LES PREMIERS DE CORDÉE ET LES DERNIERS DE CORVÉE...

En Macronie, ces mots ont un sens. Ils sortent de la bouche d'un président obnubilé par l'économie, le profit et le sort des entreprises. Alors que la «*crise sanitaire*» n'était qu'à ses premiers balbutiements, ce président des riches et ses ministres ne s'inquiétaient que du sort des entreprises. Ils n'avaient aucun mot et se foutaient du tiers comme du quart des souffrances et du sort du peuple, pas plus que des plus vieux qui mourraient comme à Gravelotte du fait du manque de moyens hospitaliers (matériels et personnels), pour soigner dignement le peuple.

Cette hécatombe de morts est due à l'incurie des politiques sociales et au choix de classe fait par les gouvernements et les présidents de droite de gauche et aujourd'hui celui multicolore du macronisme. Ils n'ont cessé de démanteler le service public de la santé, jusqu'à le rendre exsangue.

Certes, Macron n'est pas le seul responsable, de ses prédécesseurs, les Hollande, les Sarkozy, le peuple est en droit d'exiger des comptes. Bon, Chirac y échappe, vu qu'il a passé l'arme à gauche mais... Ils ont fait preuve d'une légèreté incroyable. Pourtant, tous ces «*bienfaiteurs*» lorsqu'ils ont été élus, se sont systématiquement déclarés élus de tous les citoyens et citoyennes. C'est bien la preuve que le sort du peuple n'est pas leur tasse de thé. Ce qui leur importe c'est d'entendre sonner dans l'escarcelle les mots profits, dividendes, bénéfices...

Cette crise aura permis une fois de plus de faire la démonstration que la société capitaliste est un véritable roman noir, dont le peuple est la victime. Elle est diabolique et ses serviteurs ont l'art et la manière d'embobiner - même si les ficelles sont grosses - le peuple. Le discours dominant fait que la manipulation des cerveaux atteint des sommets. Il va jusqu'à faire accepter au peuple l'inacceptable, c'est-à-dire l'exploitation, l'humiliation, la servitude, la soumission. Le peuple ira jusqu'à se donner des maîtres en acceptant ce déni de démocratie qu'est le «*vote*». Il ne remettra pas en cause le concept de «*travail*» et surtout pas celui de la division de la société en classe «*les patrons et les travailleuses*», «*les riches et les pauvres*».

Les idées totalement réactionnaires, castratrices et conservatrices sont imprégnées dans les têtes depuis la nuit des temps. A tel point que la majorité du peuple est persuadée que puisque la société a toujours fonctionné de cette manière, il n'y a pas d'alternative.

C'est-à-dire, patrons, ouvriers(es), hauts fonctionnaires, politicards, députés(es), ministres, policiers, militaires, juges sont les ingrédients obligatoires pour la faire fonctionner. Bref, il y a la minorité, les «*intelligents*», les «*érudits*» capables de comprendre le fonctionnement de la société et de la faire marcher et la majorité «*inculte*» et «*incapable*» qui doit se soumettre à leur diktat. Alors que c'est cette majorité qui crée les richesses, qui fait la fortune des milliardaires et qui élit ses tyrans. Or, ces prédateurs s'emploient avec la complicité des politicards, à lui voler sa force de travail manuelle et intellectuelle et ne cessent de la présenter comme formée d'incapables. Justes bons à voter et à être exploités et surtout pas à revendiquer sinon la répression s'abat... Rarement manipulation intellectuelle aura atteint de tels sommets.

Le but pour tous ces voyous du capitalisme est de faire en sorte que les capacités, l'expérience, et l'intelligence du peuple soient dévoyées. Ils craignent ses réactions! Car ils savent qu'une alternative existe, il suffit que le peuple en prenne conscience.

Cette société-là est une société sans exploitation économique, sans domination politique, sans rapport de soumission, sans hiérarchie. Une société où l'État-nation sera remplacé par le fédéralisme anarchiste. Il concernera tous les membres de la société qui, en libres associations, selon leurs affinités, leurs volontés se seront fédérés en reconnaissant les diversités des regroupements. Il convient donc d'agir au lieu d'élire! Pour que personne ne décide à notre place.